

La région

Malgré les péages, pas de nuage entre la Région et SNCF Réseau

Benoît Lasserre



Alain Rousset et Matthieu Chabanel. B. L. / SUD OUEST

Alain Rousset a reçu hier le PDG de SNCF Réseau, Matthieu Chabanel. Les deux hommes ont réaffirmé leur volonté d'améliorer le transport des usagers, sans cacher un contentieux juridique

Le fleuret d'Alain Rousset a beau être moucheté, il pique fort. « La SNCF nous fait les poches », lance le président de Nouvelle-Aquitaine ce mercredi matin à l'hôtel de Région. Rire gêné de son voisin, qui n'est autre que Matthieu Chabanel, PDG de SNCF Réseau, en visite à Bordeaux. Les deux présidents se parlent en gentlemen, sourire aux lèvres, mais un contentieux reste tapi dans leur conversation.

Le 5 mars dernier, le Conseil d'État a donné raison à huit Régions, dont la Nouvelle-Aquitaine, qui contestaient la décision de l'entreprise ferroviaire (en charge de l'infrastructure) d'augmenter leurs péages de 25 % en deux ans. « Une double peine invraisemblable, s'insurge Alain Rousset. Notre politique est de faire rouler plus de trains, +10 % rien que pour le premier trimestre 2024, et cela nous coûte plus cher. » « Le Conseil d'État s'est prononcé sur la forme, répond Matthieu Chabanel, en nous reprochant une absence de concertation suffisante avec les Régions. Il nous laisse jusqu'au 1^{er} octobre pour réitérer notre demande et nous n'avons pas l'intention de nous priver de cette augmentation. »

« Le Conseil d'État s'est aussi prononcé sur le fond, j'ai lu en détail son arrêt, réplique Alain Rousset. Il qualifie d'insoutenable cette augmentation de 25 % en deux ans. Or, le gouvernement, avec une perversité rare, cherche à modifier cette notion d'in-soutenabilité. » « Cela dit, SNCF Réseau n'a pas trop le choix », assure Renaud Lagrave, le vice-président délégué aux Transports, peu suspect d'indulgence envers l'entreprise, qui poursuit : « Comme l'État a réduit à presque zéro ses subventions, il ne lui reste plus que les péages. »

200 millions d'euros annuels

Une accusation que Matthieu Chabanel tempère en avocat obligé de son seul actionnaire. « Il ne faudrait pas se focaliser sur ce contentieux juridique, ajoute-t-il. Les relations entre la Nouvelle-Aquitaine et SNCF Réseau sont excellentes et nous travaillons dans le même objectif d'améliorer le transport des usagers. Nos résultats n'ont pas été satisfaisants en fin d'année 2023, l'amélioration est tangible début 2024. »

« Nous consacrons 200 millions d'euros annuels pour les infrastructures de Nouvelle-Aquitaine. Ce sera 300 millions dès 2027 », poursuit le président de SNCF Réseau. Alain Rousset et Renaud Lagrave se sont d'ailleurs réjouis des 70 millions d'euros consacrés à la ligne Bordeaux-Saintes-La Rochelle. « Je rappelle que le réseau néo-aquitain est le plus long et le plus dégradé de France », précise Alain Rousset.

Entente également parfaite sur le dossier GPSO (Grand Projet ferroviaire du Sud Ouest). Le président du directoire du GPSO, Guy Kauffmann, participait d'ailleurs à la conférence et s'est voulu rassurant quant à l'évolution du chantier et au lien avec l'Espagne qui justifie la subvention par l'Union européenne. « Je signale que le GPSO, ce n'est pas seulement Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax, c'est aussi Bayonne-Toulouse, qui se fera en une heure trente. »

« SNCF Réseau est pleinement mobilisé sur ce projet essentiel », déclare Matthieu Chabanel. « Plébiscité par les Néo-Aquitains et les Espagnols », ajoute Alain Rousset.

Publié le 25/04/2024 – Sud-Ouest – Benoît Lasserre